



Bilan des partis fédéraux par rapport aux priorités des membres de l'AFPC

Santé

Bloc Québécois

Bien que le Bloc Québécois soutienne les soins de santé publics et le financement de la recherche fondamentale, il s'est opposé à diverses mesures progressistes pour améliorer le système de santé. Ainsi, il a voté contre l'élimination des profits dans le secteur des soins de longue durée pour des raisons de champs de compétences.

Parti conservateur du Canada

Le Parti conservateur n'affiche un soutien suffisant ni pour le système de santé publique du Canada, ni pour les travailleuses et les travailleurs de la santé. Il ne soutient pas l'assurance-médicaments universelle à payeur unique, s'oppose à l'établissement de normes nationales pour les soins de longue durée et rejette l'idée que la privatisation présente un risque pour le système de santé et la santé de ses bénéficiaires.

Parti vert du Canada

Le Parti vert appuie depuis longtemps la protection et l'amélioration du réseau de santé public du Canada. Il a appuyé des mesures en faveur d'un régime d'assurance-médicaments et d'assurance soins dentaires. Toutefois, plusieurs de ses propositions semblent indiquer qu'il est en faveur de l'évaluation des ressources, des options privées à but non lucratif et de la responsabilité individuelle en matière de soins de santé. Ces approches ne sont pas réellement progressistes.

Parti libéral du Canada

En 2019, les libéraux promettaient d'injecter six milliards de plus dans les soins de santé pour les quatre années suivantes, en fonction des négociations avec les provinces et territoires. Ils promettaient en outre de mettre en place un régime national d'assurance-médicaments – cet engagement a depuis été abandonné. Tout au long de la pandémie, les libéraux ont financé les mesures sanitaires d'urgence partout au pays. Ils ont voté contre le projet de loi du NPD visant à mettre sur pied un régime national d'assurance-médicaments et rejeté les revendications de l'AFPC pour nationaliser Revera. Les libéraux avaient promis de mettre en place des normes nationales pour les soins de longue durée, mais y ont par la suite renoncé, favorisant plutôt des normes d'accréditation inférieures déterminées par le secteur.

Nouveau parti démocratique

Les néodémocrates défendent un système universel de soins de santé financés et fournis par l'État. Le NPD a bien montré son appui aux travailleuses et travailleurs et à la population dans ce dossier, que ce soit en s'efforçant de faire respecter la *Loi canadienne sur la santé* ou en veillant à ce que l'ensemble de la population canadienne ait accès à toutes les formes de soins de santé par le dépôt d'un projet de loi visant à inclure une assurance-médicaments, les soins dentaires, une stratégie en cas de démence et les soins palliatifs à notre système de santé. Le NPD propose régulièrement la mise en place d'une assurance-médicaments nationale, tandis que les autres partis s'y opposent. Qui plus est, le NPD a tout de suite compris que Revera ne pouvait être détenu et géré par le régime de pension de retraite de la fonction publique et a cherché à corriger la situation au moyen de motions, à la fois à la Chambre et en comité. Pendant toute la dernière législature, le NPD a appuyé l'AFPC dans ce dossier.

Bloc Québécois

Impôt sur la fortune

- La plateforme 2019 du Bloc Québécois comprenait certaines mesures pour imposer les géants du Web et sévir contre les paradis fiscaux, mais les députés du Bloc ont voté contre la motion du NPD sur l'impôt sur la fortune présentée en 2021.

Des services publics

- De manière générale, le Bloc ne s'est pas prononcé sur les questions liées à la protection de la fonction publique fédérale, et a appuyé le recours à des travailleuses et travailleurs contractuels temporaires pour répondre à la pénurie de main-d'œuvre.

Parti conservateur du Canada

Le Parti conservateur appuie des mesures d'austérité plutôt qu'un plan de relance équitable.

Impôt sur la fortune

- Ses députés ont voté contre l'impôt sur la fortune.

Des services publics

- Les conservateurs n'ont jamais appuyé l'idée d'avoir de solides services publics. Plusieurs députés conservateurs actuels ont voté pour des coupes draconiennes dans la fonction publique durant les années Harper. Les conservateurs présentent et encouragent régulièrement des mesures d'austérité, la sous-traitance et d'autres formes de privatisation.

Parti vert du Canada

Impôt sur la fortune

- Le Parti vert est en faveur de l'imposition des riches, de la fermeture des échappatoires fiscales.

Des services publics

- Le Parti vert ne s'affiche pas clairement sur la question du renforcement des services publics. Toutefois, il appuie la négociation collective et oppose les lois de retour au travail dans le secteur public.

Parti libéral du Canada

L'avenir nous dira si les libéraux continueront d'adopter des mesures de relance ou recourront à des mesures d'austérité.

Impôt sur la fortune

- Dans leur plateforme 2019, ils promettaient de revoir les allègements fiscaux accordés aux nantis, mais ont voté contre la motion du NPD au sujet d'un impôt sur la fortune. Dans le dernier budget, le gouvernement libéral s'est engagé à appliquer une taxe de vente sur les articles de luxe, à éliminer certains allègements fiscaux et à s'attaquer à l'évasion fiscale. Le gouvernement libéral continue d'examiner d'autres mesures fiscales progressives.

Des services publics

- Tout au long de la pandémie, les libéraux ont continué de privatiser les services publics.
- Ils ont accordé un financement et des responsabilités considérables à la Banque de l'infrastructure du Canada, un organisme qui privilégie les partenariats public-privé pour de nombreux services publics.

Nouveau parti démocratique

Impôt sur la fortune

- Au cours de la dernière législature, le NPD a présenté des mesures législatives concernant l'impôt sur la fortune.

- Il appuie l'abrogation des échappatoires fiscales qui accordent des avantages indus aux ultra-riches.

Des services publics

- Les néodémocrates militent pour une fonction publique forte dotée des outils et de la capacité nécessaires pour offrir d'excellents services à toute la population canadienne.
- Ils sont contre la privatisation des services publics, les partenariats public-privé et les emplois précaires dans la prestation de services.
- Le NPD soutient l'AFPC dans ses campagnes contre la sous-traitance au ministère de la Défense nationale, à l'Agence du revenu du Canada, à Emploi et Développement social Canada et dans d'autres ministères.

Plan de relance économique équitable

(suite)

Bloc Québécois

Modernisation du régime d'assurance-emploi

- Au cours de la présente session parlementaire, le Bloc a poussé pour que soient admissibles les travailleuses et travailleurs du domaine des arts et de la culture.
- Lors de la session précédente, il a déposé le projet de loi C-314 afin de prolonger la période de référence pour les travailleuses et travailleurs ayant pris un congé parental ou un autre type de congé.

Congés de maladie payés

- Le Bloc propose de prolonger les prestations de maladie de l'assurance-emploi (AE) à 50 semaines.

Parti conservateur du Canada

Modernisation du régime d'assurance-emploi

- Les conservateurs ont fait de l'obstruction systématique en Chambre et retardé le vote sur le projet de loi C-24, qui devait modifier temporairement le régime d'AE pour aider la population durant la pandémie.
- Ils ont déjà promis que les prestations d'AE pour les congés parentaux ne seraient pas imposables.
- Les conservateurs ont sabré le budget du régime d'AE par le passé.

Congés de maladie payés

- Le Parti conservateur ne soutient pas les congés de maladie.

Parti vert du Canada

Modernisation du régime d'assurance-emploi

En 2019, les verts se sont engagés, entre autres, à :

- redonner accès à l'AE aux travailleurs saisonniers;
- faire en sorte que Service Canada ait suffisamment de personnel pour que les travailleurs admissibles aient accès aux prestations;
- se servir des taxes perçues sur les contaminants chimiques et la malbouffe pour réduire les primes d'AE des travailleurs et des employeurs;

Le parti a ajouté le libellé disant que ces mesures ne s'appliquent pas durant la pandémie. Nous ne sommes pas certains du sens à donner à cet ajout.

Congés de maladie payés

- Le Parti vert n'affiche pas clairement sa position sur les congés de maladie payés.

Parti libéral du Canada

Modernisation du régime d'assurance-emploi

- Les libéraux ont promis à deux reprises, soit en 2015 et dans la lettre de mandat de la ministre l'année dernière, de « présenter et mettre en œuvre un plan pour moderniser le régime d'assurance-emploi pour le XXI^e siècle ». Jusqu'à présent, il n'a fait que lancer, bien tardivement, un long processus de consultation.

- Le récent budget fédéral ne prévoit pas que les modifications temporaires au régime d'AE, adoptées pendant la pandémie, deviennent permanentes; ce que qualifie le directeur des politiques du Congrès du travail du Canada (CTC), Chris Roberts, de « pétard mouillé ».

- Le budget 2021 a laissé entrevoir certains changements spécifiques, mais pas de refonte globale du régime qui est si nécessaire.

- Les changements promis pour soutenir les travailleurs et les travailleuses à la demande ont fait l'objet de trois consultations, sans que rien ne soit fait.

Congés de maladie payés

- Les libéraux ont légèrement augmenté le nombre de semaines de prestations de maladie de l'AE.

Nouveau parti démocratique

Modernisation du régime d'assurance-emploi

- Le NPD soutient la modernisation complète du régime d'AE.
- Il dénonce les incessantes études et les mesures temporaires et fragmentaires du gouvernement libéral.

Sa plateforme de 2019 comportait une approche globale à ce sujet, notamment :

- réduire la période d'admissibilité à 360 heures;
- augmenter le taux de remplacement à 60 pour cent;
- prévoir dans la Loi la protection du compte des opérations de l'AE afin que les gouvernements futurs ne puissent pas le piller pour ajouter des fonds à leurs revenus généraux;
- créer un supplément au revenu pour les personnes à faible revenu;
- assouplir le congé parental et inclure les travailleurs et travailleuses à la demande.

Congés de maladie payés

- Le NPD a proposé le projet de loi C-212 visant à prolonger les prestations de maladie de l'AE à 50 semaines. Le projet de loi n'a toujours pas fait l'objet d'un vote.
- Le NPD est en faveur des congés de maladie payés.

Bloc Québécois

Le Bloc Québécois a proposé et soutenu des projets de loi progressistes en Chambre. Il soutient le maintien de taux faibles de glyphosate et l'atteinte des cibles canadiennes de réduction des gaz à effet de serre; ses députés ont aussi voté pour le projet de loi du NPD pour mettre en œuvre un cadre d'action contre l'urgence climatique.

Parti conservateur du Canada

Lors de la dernière session parlementaire, plusieurs projets de loi et motions ont été présentés pour s'attaquer d'urgence aux changements climatiques et mettre en place des mesures limitant les gaz à effet de serre. Si les autres partis ont travaillé de concert pour faire avancer ces propositions jusqu'à leur adoption, les conservateurs se sont systématiquement opposés à chaque initiative. Les arguments des conservateurs reposent sur l'usage de futures nouvelles technologies comme solution, et non sur la réalité qui impose de durs choix politiques.

Parti vert du Canada

Le plan du Parti vert en matière d'environnement et de changements climatiques est complet et solide, mais, de l'avis de certains experts, il n'est pas si loin de celui du NPD pour ce qui est des résultats. Lors de la dernière législature, les verts ont présenté et appuyé des projets de loi environnementaux progressistes. Ils prévoient en outre, dans leurs propositions en matière de création d'emploi, une transition équitable pour les travailleuses et travailleurs dont les revenus et la vie professionnelle pourraient être touchés par l'abandon des énergies fossiles.

Parti libéral du Canada

Le plan des libéraux en matière d'environnement et de changements climatiques contient nombre de propositions ambitieuses. Lors de la dernière législature, le gouvernement libéral a affecté des fonds à des projets d'électricité propre partout au Canada, à l'obtention de certificats d'énergie renouvelable pour tous les édifices du gouvernement fédéral, à des projets de centrales hydroélectriques et de raccordement au réseau électrique dans le Nord, à des projets de renforcement des capacités de production d'énergie propre dans des communautés inuites, métisses et des Premières Nations, au remplacement du diesel dans les fermes, à des projets d'énergie renouvelable et de modernisation du réseau électrique partout au pays, à un fonds public permanent dédié au transport en commun et à un train à grande fréquence dans le corridor Toronto-Québec. Les libéraux ont lancé un processus de consultation auprès de la population pour savoir comment le gouvernement du Canada pourrait assurer une transition juste et équitable vers un avenir sobre en carbone pour les travailleuses et travailleurs et les communautés. C'est ignorer le travail fait par le mouvement syndical en Alberta, où les acteurs du secteur ont reçu du financement, mais pas les travailleuses et travailleurs et les communautés.

Nouveau parti démocratique

Depuis toujours, le NPD se porte à la défense de l'environnement et cherche des solutions aux changements climatiques. Lors des dernières législatures, le NPD a présenté des projets de loi pour réduire les émissions de gaz à effet de serre, appuyé des projets de loi semblables d'autres partis et travaillé à ce que les changements climatiques soient freinés rapidement, tout en créant des emplois en vue d'une transition équitable vers une économie sobre en carbone.

Questions autochtones

Bloc Québécois

Lors de l'élection de 2019, le Bloc Québécois encourageait le gouvernement fédéral à suivre les recommandations de l'Enquête sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées (EFFADA), mais ne s'est pas beaucoup exprimé sur le sujet depuis. Le chef du Bloc, Yves-François Blanchet, a qualifié les Premières Nations de « nations sœurs » du Canada et a insisté sur l'importance de suivre leurs recommandations, lors d'un débat exploratoire réclamé par le chef du NPD, Jagmeet Singh.

Parti conservateur du Canada

Lorsqu'il était au pouvoir, le Parti conservateur n'a fait guère plus que d'offrir des excuses creuses à propos des pensionnats pour autochtones, sans prendre de mesures concrètes pour la réconciliation. En réaction aux appels à des festivités plus sobres cette année, le chef Erin O'Toole a tenté de positionner son parti comme défenseur de la fête du Canada. Les conservateurs ont critiqué le plan d'action du gouvernement libéral découlant de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées (EFFADA), mais avaient, eux, refusé de lancer une enquête lorsqu'ils étaient au pouvoir. En ce moment, le Parti conservateur s'efforce d'encourager le gouvernement libéral à instaurer les appels à l'action 71 à 76 de la Commission de vérité et réconciliation portant sur les pensionnats et les renseignements sur l'inhumation.

Parti vert du Canada

Le Parti vert appuie la mise en œuvre des appels à l'action de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées. De plus, il a présenté au gouvernement fédéral et à l'Église catholique des revendications détaillées en vue d'entreprendre le processus de vérité et réconciliation sur la question des pensionnats, et de s'attaquer aux systèmes qui font en sorte qu'un nombre disproportionné d'enfants autochtones se retrouvent dans le système de protection de l'enfance. Le Parti vert appuie la mise en œuvre de toutes les recommandations de la Commission de vérité et réconciliation.

Parti libéral du Canada

Depuis 2015, le Parti libéral répète inlassablement que sa relation la plus importante est celle qu'il entretient avec les peuples autochtones. Les gestes posés ne sont toutefois pas toujours convaincants. Le budget 2021 contient d'importantes mesures dans le dossier de la tragédie nationale des femmes et filles autochtones disparues et assassinées. Les libéraux réitèrent souvent leur intention de mettre en œuvre la totalité des appels à l'action, mais six ans plus tard, seuls 14 le sont. Le Yellowhead Institute a publié un rapport disant ceci : « L'obstacle le plus important est probablement la faible priorité accordée aux changements structurels déterminants, au profit d'autres priorités. Il est maintenant évident que l'intérêt public ne va pas dans le même sens que ceux des peuples autochtones, et représente donc un obstacle à toute démarche significative en vue de la réconciliation. » [Notre traduction]

Nouveau parti démocratique

Les néodémocrates ont à cœur la vérité et la réconciliation et collaborent avec des leaders et les nations autochtones pour proposer des projets de loi à cette fin. Les députés néodémocrates ont demandé au gouvernement de mettre fin aux batailles juridiques contre des enfants des Premières Nations, d'accélérer les mesures pour fournir de l'eau potable et des logements sécuritaires dans les communautés, et de s'engager à mettre en œuvre les appels à l'action du rapport de l'EFFADA.

Services de garde

Bloc Québécois

Le Bloc Québécois n'a pas affiché son soutien pour un réseau de services de garde universel national. Il réclame toutefois un transfert de fonds fédéral sans condition pour le financement de la garde d'enfants.

Parti conservateur du Canada

Les conservateurs disent souvent vouloir aider les parents qui ont besoin de services de garde, mais continuent de s'opposer à l'idée d'un réseau de services de garde universel national. L'approche qu'ils proposent, payer directement les parents qui ne peuvent pas se permettre les frais de garde actuels, et leur discours sur le « choix en matière de garde d'enfants » – sans faire d'efforts pour rendre la garde d'enfants accessible – n'aideront pas les familles.

Parti vert du Canada

Le Parti vert est en faveur d'un réseau de services de garde national solide et universel, assorti de mesures incitatives pour la construction de garderies.

Parti libéral du Canada

Parmi les hauts faits du gouvernement libéral pendant la dernière législature, citons la réalisation de sa promesse de 2019 visant à mettre en place un réseau national de services de garde à l'enfance. Au moment de la rédaction du présent bilan, cinq provinces et un territoire y ont adhéré. Les libéraux ont instauré l'Allocation canadienne pour enfants, une aide financière précieuse pour les familles de jeunes enfants, laquelle est indexée à l'inflation. Un montant a été ajouté à l'Allocation pour couvrir les dépenses supplémentaires causées par la pandémie.

Nouveau parti démocratique

Le parti défend depuis longtemps la mise en place d'un réseau de services de garde national et universel offrant aux travailleuses et travailleurs des salaires et avantages adéquats.

Enseignement postsecondaire

Le Bloc Québécois a soutenu la hausse du financement de base durable et à long terme de l'enseignement et de la recherche postsecondaires, par le biais d'une augmentation des transferts fédéraux. Il a affiché son soutien pour la communauté franco-ontarienne en se montrant favorable à la création d'une université francophone et en appuyant la lutte contre la disparition de programmes à l'Université Laurentienne.

Le Parti conservateur accorde peu d'attention aux enjeux liés à l'enseignement postsecondaire. Sa plateforme 2019 comportait un programme de cotisation égale aux Régime enregistré d'épargne-études, une prime pour ceux qui peuvent déjà se permettre d'épargner pour les études. Au cours de la dernière législature, lors des débats sur l'aide aux étudiants, les députés conservateurs ont affirmé que les familles devaient mieux épargner. Quant à la question d'un soutien solide en recherche, les conservateurs préfèrent parler de la recherche au privé et de sa commercialisation.

Les verts appuient toujours les mesures visant à rendre l'enseignement postsecondaire accessible à tous, notamment les mesures visant la gratuité, la radiation des dettes d'études, le sous-financement chronique et les emplois précaires au sein des établissements postsecondaires.

L'attention accordée à l'enseignement postsecondaire par les libéraux a été modeste, tout au plus. Si la plateforme 2019 contenait certaines mesures visant à le rendre un peu plus accessible, les libéraux n'ont pas pris d'engagement ferme à assurer la viabilité du secteur postsecondaire. La prestation canadienne d'urgence offerte aux étudiants pendant la pandémie a eu ses bienfaits, mais ne suffit pas. Après avoir été informés par le recteur de l'Université Laurentienne du pétrin financier dans lequel elle se trouvait, les libéraux n'ont rien fait, avant de plaider l'ignorance.

Le NPD propose régulièrement des modifications qui augmenteraient le financement durable et à long terme de l'enseignement postsecondaire et rendraient les études plus accessibles pour les étudiantes et étudiants handicapés, autochtones et de milieux modestes. Dans sa plateforme 2019, le parti promettait, s'il était élu, d'intégrer l'enseignement postsecondaire au système public. Lorsque l'Université Laurentienne a annoncé qu'elle ferait des coupes massives dans son personnel et ses programmes, le NPD s'est mobilisé pour réclamer une intervention et une enquête immédiates.

Droits des travailleuses et des travailleurs

Bloc Québécois

Harcèlement au travail

Le Bloc Québécois n'a pas fait de promesses précises sur la question du harcèlement dans la fonction publique fédérale. Au cours de la présente session parlementaire, le parti a porté son énergie sur deux fronts : pointer du doigt les conservateurs comme responsables du harcèlement au ministère de la Défense nationale (MDN), faisant un lien entre la nomination de postes militaires hauts placés et le règne des conservateurs, et demander la démission du ministre de la Défense.

Parti conservateur du Canada

Harcèlement au travail

Les conservateurs n'ont pas la réputation de défendre le droit des travailleuses et des travailleurs à un milieu de travail sans harcèlement. Toutefois, lors de la dernière législature, ils ont invité le ministre de la Défense à assumer le blâme pour le climat de travail toxique perpétuel au MDN; ils ont entre autres proposé une motion de censure contre le ministre. La question est à peine effleurée dans leurs documents actuels.

Parti vert du Canada

Harcèlement au travail

Le Parti vert se penchait sur le harcèlement au travail dans la fonction publique dans sa plateforme 2019. Il a souvent défendu le droit des fonctionnaires à des milieux de travail exempts de harcèlement.

Parti libéral du Canada

Harcèlement au travail

Fin 2020, le gouvernement libéral a publié sa Directive sur la prévention et la résolution du harcèlement et de la violence dans le lieu de travail, en vue d'adapter la fonction publique aux changements apportés au *Code canadien du travail* et de permettre aux organismes gouvernementaux de mieux prévenir les incidents de harcèlement, d'intervenir le cas échéant et de soutenir les personnes touchées. Le plus récent budget accorde au ministère de la Défense nationale et à Anciens Combattants Canada de nouveaux fonds pour soutenir leurs efforts de lutte contre les inconduites sexuelles et la violence fondée sur le genre. Le gouvernement libéral a demandé à M^{me} Louise Arbour, juge à la retraite de la Cour suprême, d'enquêter sur la culture toxique sévissant au MDN.

Nouveau parti démocratique

Harcèlement au travail

Le NPD s'est engagé à mettre fin au harcèlement dans tous les lieux de travail fédéraux, y compris dans l'armée. Les députés du parti étudient actuellement les taux d'incident et de résolution en matière de harcèlement au travail dans tous les ministères et organismes d'État. Le NPD défend depuis longtemps le droit des travailleuses et des travailleurs à un milieu de travail sécuritaire et exempt de harcèlement.

Droits des travailleuses et des travailleurs

(suite)

Bloc Québécois

Mouvement syndical

Au fil des ans, le Bloc Québécois a soutenu de manière active les droits des travailleuses et travailleurs; il a par exemple présenté et appuyé un projet de loi interdisant les travailleurs de remplacement. Il a également voté contre une loi de retour au travail au port de Montréal.

Parti conservateur du Canada

Mouvement syndical

Si Erin O'Toole essaie de s'attirer les sympathies des travailleuses et des travailleurs, lui et son caucus ont démontré encore et toujours ne pas être des défenseurs du mouvement syndical. Ils ont voté pour des lois spéciales de retour au travail et contre des lois interdisant le recours aux travailleurs de remplacement ou proposant des améliorations aux normes du travail. Erin O'Toole siégeait au cabinet de Stephen Harper lorsque des milliers de fonctionnaires fédéraux se sont retrouvés sans emploi.

Parti vert du Canada

Mouvement syndical

Comme en témoignent sa plateforme 2019 et ses interventions à la Chambre des communes, le Parti vert appuie le mouvement syndical et les fonctionnaires. Les verts ont voté contre les lois spéciales de retour au travail, appuient la négociation collective et sont favorables à l'examen de réformes du travail progressistes (par exemple, les semaines de travail réduites) en vue d'atténuer en amont les risques de pertes d'emploi dans le cadre de la transition vers une économie sobre en carbone.

Parti libéral du Canada

Mouvement syndical

Les libéraux sont à l'origine de la loi forçant le retour au travail des débardeurs du port de Montréal. Si la plateforme 2019 contenait nombre d'engagements à diminuer le nombre d'emplois précaires et à protéger davantage les personnes occupant ces emplois, les efforts en ce sens n'en sont encore qu'à l'étape de la consultation. Les libéraux ont augmenté le salaire minimum fédéral à 15 \$ l'heure. Le dernier budget financera des interventions novatrices en santé mentale pour les populations les plus gravement touchées par la COVID-19, notamment les travailleuses et travailleurs de la santé et de première ligne, les jeunes, les personnes âgées ainsi que les personnes autochtones, racialisées et noires. Le budget prévoit également l'augmentation du nombre de semaines de prestations de maladie de l'AE à 26 semaines, et une aide plus adéquate pour les travailleuses et travailleurs saisonniers.

Nouveau parti démocratique

Mouvement syndical

Depuis sa création il y a 60 ans, le NPD soutient le mouvement syndical et les enjeux qui comptent pour les travailleuses et travailleurs. Lors de la dernière session parlementaire, le NPD a déposé un projet de loi anti-briseurs de grève, a voté contre le retour au travail forcé des débardeurs du port de Montréal, a dénoncé en Chambre et dans les comités les tentatives constantes du gouvernement pour privatiser des services publics. Il a aussi travaillé à assurer la sécurité dans les milieux de travail et des revenus adéquats pour les travailleuses et travailleurs pendant la pandémie.

Bloc Québécois

Racisme systémique

Le Bloc Québécois n'a pas critiqué la Loi 21 du Québec, qui interdit au personnel enseignant des écoles publiques, aux juges, aux agents de police et à d'autres fonctionnaires de porter des signes religieux, comme le hijab, la kippa et le turban, lorsqu'ils sont en fonction. Au cours de la dernière législature, le parti a déposé un projet de loi (qui fut rejeté) pour tenter d'exempter le Québec de la *Loi sur le multiculturalisme*.

Parti conservateur du Canada

Racisme systémique

Le Parti conservateur ne mentionne pas le racisme systémique dans sa plateforme 2019. À ce jour, Erin O'Toole n'a pas affirmé que le racisme systémique existe, et les députés conservateurs ont déclaré qu'il est erroné de décrire la Gendarmerie royale du Canada (GRC) comme raciste. Ils contredisent aussi l'idée que le blackface soit un acte manifeste de suprématie blanche. Ils utilisent le racisme systémique pour jeter la honte sur le premier ministre, mais n'ont rien fait pour améliorer la situation.

Parti vert du Canada

Racisme systémique

La plateforme 2019 du Parti vert ne fait pas mention du racisme systémique, et n'aborde qu'une seule fois l'inclusion. Les verts ont appuyé certaines mesures proposées par d'autres partis relativement au racisme environnemental et au diabète dans les communautés racialisées.

Parti libéral du Canada

Racisme systémique

Le plus récent budget libéral répond à trois promesses électorales de 2019 :

- renforcer la Stratégie canadienne de lutte contre le racisme en doublant son financement;
- augmenter le financement d'initiatives communautaires visant à promouvoir l'inclusion et à combattre le racisme;
- améliorer la qualité et la quantité de données réunies par Statistique Canada au sujet des crimes haineux au Canada afin de soutenir l'élaboration de politiques efficaces visant à contrer ces crimes fondées sur des preuves.

Les libéraux ont également tenté d'abolir les peines minimales obligatoires associées à certaines infractions (drogue et armes à feu), de combattre le racisme environnemental et de mettre à jour les politiques du Canada en matière de radiodiffusion pour répondre aux besoins des Canadiennes et Canadiens provenant de communautés racialisées et de milieux ethnoculturels variés, notamment en proposant des options et des programmes représentatifs des cultures autochtones.

Nouveau parti démocratique

Racisme systémique

Depuis longtemps, le NPD réclame du gouvernement qu'il mette fin au racisme systémique dans le système de justice, et appuie l'abolition des peines minimales obligatoires associées à certaines infractions (possession de drogues et d'armes à feu). Lors de la dernière législature, le NPD s'est penché sur les effets du racisme sur le travail des policiers, les symboles de haine, l'islamophobie et le racisme systémique dans la GRC.

Bloc Québécois

Handicap/Déficiences

Le Bloc Québécois a appuyé le paiement unique aux personnes en situation de handicap proposé par les libéraux. Il soutient également la bonification des mesures de soutien au revenu durant la pandémie.

Parti conservateur du Canada

Handicap/Déficiences

Certains conservateurs ont critiqué la *Loi canadienne sur l'accessibilité* qui, selon eux, n'était que paperasserie, en plus de s'opposer à la création de nouvelles entités fédérales, notamment le commissariat à l'accessibilité et Normes d'accessibilité Canada, en vue d'appliquer la loi.

Parti vert du Canada

Handicap/Déficiences

Le Parti vert a demandé une augmentation permanente des mesures de soutien du revenu actuelles (sécurité de la vieillesse, supplément de revenu garanti et prestations d'invalidité du Régime de pensions du Canada (RPC)), sans proposer de nouvelles mesures.

Parti libéral du Canada

Handicap/Déficiences

Le gouvernement libéral a déposé un projet de loi visant à créer une nouvelle prestation canadienne pour les personnes ayant un handicap, inspirée de celle du supplément de revenu garanti. Il a augmenté le financement des initiatives en matière de logement (Fonds Vers un chez-soi) au cours de son mandat et triplé celui affecté à l'aménagement de mesures d'adaptation. Parmi les mesures de lutte contre la pandémie, le gouvernement libéral a accordé aux bénéficiaires de prestations d'invalidité du Régime de pensions du Canada (PPRPC) un versement unique de 600 \$.

Nouveau parti démocratique

Handicap/Déficiences

Le NPD a indiqué son appui en faveur de l'adoption de la *Loi sur la prestation canadienne pour les personnes handicapées*, qui a été présentée en fin de session parlementaire, mais qui n'a pas fait l'objet d'un vote. Il a proposé l'établissement d'un fonds pour les personnes ayant un handicap visant à harmoniser les mesures de soutien aux personnes ayant un handicap à celles accordées aux personnes éprouvant des difficultés financières durant la pandémie. Au cours de la dernière session parlementaire, le NPD a également présenté un projet de loi sur le logement abordable qui a été rejeté.

Droits de la personne

(suite)

Bloc Québécois

LGBTQ2+

Bien que la plateforme du Bloc ne propose pas de mesures précises pour les personnes LGBTQ2+, le parti a toujours voté de façon progressiste, notamment pour le mariage entre personnes de même sexe et l'abolition de la thérapie de conversion, qu'il qualifie de « barbare ». Le Bloc veut aussi que soit levée l'interdiction de don de sang.

Parti conservateur du Canada

LGBTQ2+

Même si quelques députés conservateurs ont défendu publiquement la cause de la communauté LGBTQ2+, l'aile la plus conservatrice du parti s'est opposée au projet de loi C-6 visant l'abolition de la thérapie de conversion et a voté contre son adoption. Le Parti conservateur n'est pas plus progressiste dans ce dossier que le plus socialement conservateur de ses membres. Ainsi, il continue à traîner loin derrière les autres partis au chapitre de l'inclusion de la communauté queer à cause d'un certain nombre de ses députés qui nourrissent toujours des préjugés l'égard des queers et des personnes trans.

Parti vert du Canada

LGBTQ2+

Les verts ont appuyé l'abolition de la thérapie de conversion et la levée de l'interdiction de don de sang. Ils ont voté pour le projet de loi C-6.

Parti libéral du Canada

LGBTQ2+

Le gouvernement libéral a eu la possibilité d'interdire la thérapie de conversion à trois reprises : en 2018, lors du dépôt d'une pétition par le NPD démontrant l'immense appui de la population à cet égard; en 2020, lorsqu'un projet de loi interdisant cette pratique est mort au feuillet; et de nouveau en 2021, lorsqu'un autre projet de loi a été présenté bien trop tard au cours de la session parlementaire pour être renvoyé au Sénat afin d'être sanctionné et devenir loi. Bien qu'ils aient fait campagne pour mettre fin à l'interdiction de donner du sang, les libéraux ont tardé à tenir cette promesse. En fait, Santé Canada fait actuellement l'objet d'une poursuite pour discrimination intentée par un particulier visé par cette interdiction. Le budget 2021 contenait quelques mesures positives pour soutenir les personnes LGBTQ2+ à la recherche de services psychologiques et d'emplois et pour créer un secrétariat LGBTQ2. Or, il n'a fait aucunement mention d'un quelconque soutien à l'égard de la communauté transgenre en matière de soins de santé et d'affirmation de genre.

Nouveau parti démocratique

LGBTQ2+

Le NPD a toujours proposé et soutenu des mesures qui ont l'appui de la communauté LGBTQ2+. Qu'il s'agisse du vote sur le mariage entre personnes de même genre, du projet de loi contre les thérapies de conversion ou de l'opposition à l'interdiction de donner du sang, le NPD a toujours fait tout en son pouvoir pour défendre les droits de la communauté LGBTQ2+.

Droits de la personne

(suite)

Bloc Québécois

Équité entre les genres

Dans son plan de relance, le Bloc propose de simplifier les mesures fiscales imposées aux entrepreneurs à temps partiel afin d'aider les femmes d'affaires à concilier leur vie professionnelle et leurs obligations familiales. En 2019, les bloquistes proposaient plusieurs mesures à l'intention de ces dernières, portant, entre autres, sur l'accès à l'avortement, la fiscalité des entreprises et le congé de maternité. Ils s'étaient aussi engagés à favoriser l'augmentation du nombre de femmes élues pour se rapprocher de la zone paritaire.

En 2019, le Bloc a demandé l'adoption à l'unanimité d'une motion reconnaissant le droit des femmes de choisir. Seul le Parti conservateur a voté contre.

Parti conservateur du Canada

Équité entre les genres

Lorsque le Bloc Québécois a demandé l'adoption à l'unanimité d'une motion reconnaissant le droit des femmes de choisir, les conservateurs ont voté contre. Erin O'Toole a permis un vote libre sur le projet de loi d'initiative parlementaire C-233, qui aurait limité le droit à l'avortement. De tous les députés, seuls 82 conservateurs ont voté pour.

Parti vert du Canada

Équité entre les genres

Le Parti vert a appuyé certaines mesures progressistes dans le dossier des femmes et celui de l'équité entre les genres. Ses députés ont voté pour la motion du Bloc Québécois sur le droit des femmes à choisir. Dans leur plateforme de 2019, les verts se sont engagés à concevoir un plan d'action national pour mettre fin à la violence faite aux femmes, aux filles et aux personnes de genres divers, ainsi qu'à fournir 2 100 places, nouvelles ou renouvelées, dans les refuges d'urgence et des milliers d'autres dans les maisons de transition.

Parti libéral du Canada

Équité entre les genres

Le budget 2021 prévoit plusieurs mesures pour financer la recherche sur la santé des femmes, y compris la santé liée à la sexualité et à la procréation des femmes. Le financement supplémentaire pour les programmes de lutte contre la violence genrée et la violence familiale a été bien accueilli. Bien que les libéraux aient tenté de s'attaquer au harcèlement au travail, en particulier dans le secteur public, la situation s'est aggravée pendant leur mandat. Il reste encore beaucoup à faire. Les mesures fédérales en matière d'équité salariale seront mises en œuvre à partir du 31 août, après avoir été prévues dans le budget fédéral de 2018 grâce à une motion du NPD lors d'une législature précédente.

Nouveau parti démocratique

Équité entre les genres

Le NPD a toujours défendu les femmes et les questions d'équité entre les genres. Tout au long de la pandémie, il a tenu à attirer l'attention publique sur le fardeau disproportionné imposé aux femmes, que ce soit par l'augmentation des soins aux enfants, aux aînés, l'école à la maison, les pertes d'emploi ou en tant que travailleuses dans le domaine de la santé. Les néo-démocrates ont démontré à quel point la disparition de certains programmes d'études à l'Université Laurentienne a eu un impact néfaste sur les femmes du Nord de l'Ontario, particulièrement celles qui ne peuvent partir aux études à l'extérieur de leur région et celles qui suivaient une formation de sage-femme qui est tombée sous le couperet. Le NPD a toujours appuyé les mesures d'équité salariale. Une motion du NPD adoptée par la Chambre des communes a mené à la création d'un comité spécial sur l'équité salariale. C'est ce même comité qui a recommandé l'adoption d'une nouvelle loi proactive en la matière en 2016; loi qui a été promulguée en 2018.